

ARRÊTÉ DE LA MAIRE

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Objet : RESTRICTION MOMENTANEE A LA CIRCULATION ET AU STATIONNEMENT RUE PASTEUR A ORLY.

LA MAIRE D'ORLY,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4, dans le cadre des pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement du Maire ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12 ;

VU le Code pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU le règlement de voirie communale ;

VU la demande de l'entreprise SOBECA reçue par mail le 24 Octobre 2022 ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux d'enfouissement sur les réseaux électriques Enedis ainsi que sur les réseaux télécoms, rue Pasteur à Orly, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Décide que **du 27 Octobre 2022 au 16 Décembre 2022 de 08h30 à 17h00**, la rue Guyemer sera barrée à la circulation. Des déviations seront mises en place comme suivant :

- dans le sens Est vers Ouest : rue Pasteur → avenue Guy Moquet → avenue Henri Barbusse.
- dans le sens Ouest vers Est : avenue Henri Barbusse → rue des Aubépines → rue Pasteur.

- Le stationnement sera neutralisé au droit des travaux.
- Les cheminements piétonniers devront être maintenus en toute sécurité pendant toute la durée des travaux.
- Remise en service des espaces publics à chaque fin de journée.

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera considérée comme un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, et sera punie à ce titre d'une amende de la 2^{ème} classe et pourra donner lieu à

la mise en fourrière du véhicule si son propriétaire ou son conducteur est absent ou s'il refuse de faire cesser le stationnement gênant.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise SOBECA – TSA 70011 – chez Sogelink 69134 DARDILLY CEDEX, chargée des travaux.

ARTICLE 5 : L'affichage du présent arrêté sera effectué par l'entreprise SOBECA. Elle assurera également l'enlèvement de l'affichage à la fin de son intervention. Ces informations devront être communiquées par écrit à la ville.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dont le délai de recours est de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commissaire de police de Choisy-le-Roi, à l'entreprise SOBECA, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Orly, le **25 OCT. 2022**

Christine Janodet,

« Pour la Maire et par délégation,
Directeur du Pôle technique et environnement
Bouchta HASM



Maire,

Conseillère départementale du Val-de-Marne

Copies à :

- Messieurs les Commandants des casernes de Pompiers de Rungis et Choisy-le-Roi
- Société OTUS et NICOLLIN
- Direction santé et prévention
- Direction relations publiques et Protocole
- Direction des services techniques
- SOBECA
- BATT